



## Contribution de Christian DAVIAS

christian.davias@orange.fr

### Ces pensées qui nous viennent de la mer... Pourquoi ?

Ces derniers mois, ma passion pour la navigation hauturière m'a tenu éloigné du Conseil de développement. Pendant les quelques 3000 miles parcourus, ces instants propices à la réflexion ont laissé s'installer une lancinante question : pourquoi ?

Pourquoi l'exercice de notre démocratie est-il en panne ?

Pourquoi constatons-nous un décalage entre les partis politiques et la majorité des citoyens ?

Pourquoi les gouvernements abdiquent-ils devant les réformes nécessaires pour garantir l'avenir ?

Pourquoi les partenaires sociaux restent-ils figés dans des comportements dépassés qui relèvent de la lutte des classes ?

Pourquoi nos dirigeants refusent-ils de prendre toute la dimension des problèmes posés par l'immigration massive du continent africain et du Proche-Orient, ainsi que par l'islamisation de l'Europe ?

Pourquoi laisse-t-on se développer des zones de non droit ?

Pourquoi ferme-t-on les yeux sur l'utilisation des médias et des réseaux sociaux qui veulent gérer nos comportements pour les uns et sont une vitrine de tous les excès et de tous les extrémistes pour les autres ?

Pourquoi notre jeunesse la plus entreprenante part-elle s'investir à l'étranger ?

Pourquoi notre pays, la France, donne-t-il tous les signes du déclin ?

Dans une mer bien formée, au large des côtes algériennes, j'observais avec plaisir une joyeuse troupe de dauphins qui, ivres de liberté, se jouaient des vagues. Pourquoi le monde ne peut-il pas vivre en paix ?

Pourtant, des éléments de réponse existent pour toutes ces interrogations. Les analyses sont nombreuses, mais les rapports d'experts, qui se succèdent, sont bien vite enterrés par l'exécutif.

La société civile tente de réagir en prenant l'initiative de nouveaux partis politiques qui seront très vite absorbés par le système si le lynchage médiatique ne parvient pas à leur enlever toute audience.

Reste quelques experts comme Agnès Verdier-Moliné, Directrice de la fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques, qui dénonce les dérives les plus flagrantes de notre gouvernance, en référence à des données incontestables.

Les chiffres énoncés sont têtus et devraient interpeler nos édiles. On nous parle de réforme territoriale alors qu'il y a 36 769 communes et 618 384 élus ! On promet de créer 60 000 postes d'enseignants alors que la Cour des Comptes pointe la mauvaise utilisation des moyens, puisque le ratio serait de 1 pour 14 élèves, hors enseignement supérieur et non enseignants. Pour ne citer que deux exemples.

Nous voilà bien éloignés des travaux du Conseil de développement diront certains. Pas sûr, car nous relayons l'attente du citoyen, d'être acteur dans la gouvernance.

En relisant le compte rendu du groupe de travail PLUM, je trouvais les questionnements bien pertinents en matière de lisibilité des politiques publiques. L'exercice n'est pas facile car, derrière une idée générale qui peut paraître bonne, exemple favoriser le transport public, des effets pervers peuvent se cacher dans la rédaction des PLU.

Pour être précis, il existe, dans certains zonages, notamment à Nantes, une disposition qui ne fixe pas de places de parking minimum lors de la construction d'immeubles à usage de bureaux.

Conformément au règlement de zone, le nouvel immeuble destiné au siège de Nantes Habitat à Malakoff est livré sans parking pour le personnel. Cette application a minima et sans discernement, crée bien des difficultés à ceux qui habitent en frange de l'agglomération, compte tenu de l'environnement qui ne permet pas de stationner.

En matière de lisibilité des projets, il reste beaucoup à faire. Si on prend l'exemple de la construction du bâtiment VIP du Palais des sports de Beaulieu, comment s'étonner que les riverains s'interrogent quand on lit dans la presse que les travaux commenceront sans que la demande en parking soit résolue ?

Devrais-je encore citer l'interrogation perplexe des citoyens devant l'impressionnant linéaire de pistes cyclables en rase campagne et quasiment inutilisées, que l'on constate dans les communes de l'agglomération.

La nouvelle génération d'élus, une fois passés les effets d'annonces, semble se couler dans le moule. Je crains que tous nos efforts pour instaurer et faire vivre une démocratie participative, n'aient que des effets marginaux.

Les grandes lignes des politiques publiques sont trop souvent le résultat de transactions entre partis, et leur mise en œuvre, d'arrangements entre élus.

Que cette note pessimiste ne nous empêche pas de poursuivre nos réflexions et questionnements, avec ce brin d'impertinence, marque de notre libre expression.